

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DU  
DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE  
RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE  
MONTAIGNE FASHION GROUP, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES  
DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU  
TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

**Montaigne Fashion Group**  
S.A. au capital de € 1 658 687

Siège social :  
66, rue Pierre Charron  
75008 Paris

**Fiduco**  
Commissaire aux comptes  
2-4, rue Adolphe Mille  
75019 Paris

**Laurent ARROUASSE**  
Commissaire aux comptes  
346, rue Saint Honoré  
75001 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DU  
DERNIER ALINEA DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE  
RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE  
MONTAIGNE FASHION GROUP, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES  
DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A L'ELABORATION ET AU  
TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

(Exercice clos le 31 décembre 2008)

Mesdames, Messieurs les actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société MONTAIGNE FASHION GROUP et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous devons vous présenter dans un rapport, nos observations sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisations des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

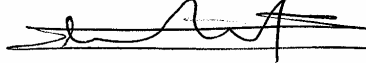
Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissances des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissances des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Paris, le 10 juillet 2009  
Les commissaires aux comptes

Fiduco  
Alain SZULMAN



Laurent ARROUJAS

